

Le coût du travail en perspective historique. Protection sociale, fiscalité et marché(s) du travail

Il costo del lavoro in prospettiva storica. Protezione sociale, fiscalità e mercat(i) del lavoro

The cost of labour in historical perspective. Social protection, taxation and labour market(s)

Scuola Normale superiore, Pisa, 2-3 novembre 2023

La deuxième mondialisation a mis en avant la question des coûts du travail en tant que variable clé de la compétitivité des économies. Face à l'extension des chaînes de valeur et à l'émergence de nouveaux acteurs mondiaux en Asie, les gouvernements européens ont choisi de déréglementer les marchés du travail, de contenir la croissance des salaires et de baisser le cout du travail. Plus récemment, la résurgence de l'inflation a remis en avant les débats des années 1970 sur la courbe de Phillips et les effets du marché du travail sur l'augmentation des prix. L'émergence de la centralité du coût du travail conduit à l'interroger en tant qu'objet historique de longue période pour la compréhension des choix économiques et de politiques sociales tout au long du XXe siècle. En fait, le salaire ne se réduit pas à une variable d'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché du travail : il est également un instrument de sélection et formation de la main-d'œuvre, aussi bien qu'un sujet de la négociation et souvent de conflit entre les salariés et les employeurs, régulée et encadrée par l'État. De plus, tout au long du XXe siècle, la fixation du montant du salaire est devenue un élément de politique sociale. Le développement de la protection sociale, la construction des droit à prestations et l'importance des revenus de transfert ont introduit des charges sociales pesant sur les employeurs et sur les salaires ainsi que des impôts sur les revenus de travail. Le coût du travail, entendu à la fois comme salaire et comme coûts indirects (impôts, cotisations sociales, prestations non monétaires), est un élément fondamental des politiques publiques de la seconde moitié du XXe siècle. Mais avant même d'être l'objet direct des politiques sociales, toutefois, des choix cruciaux de politique économique à long terme sont également en jeu autour des coûts du travail : de la compétitivité à l'exportation et de l'attraction des investissements à la création et à la consolidation des marchés intérieurs.

Conçu comme la première étape de la préparation d'une publication d'un numéro de revue ou d'un ouvrage collectif, cette journée d'études se propose de développer une réflexion en

perspective historique, en faisant dialoguer histoire économique, histoire de l'État-providence et histoire du travail. L'objectif est de contribuer à la compréhension des enjeux liés au coût du travail par l'étude de leur traitement savant, politique et médiatique, abordés dans leur épaisseur historique, en tenant compte de diversités politiques, sociales et territoriales des pays européens. Ce colloque prend pour objet les différentes modalités d'action sur le coût du travail et les différents acteurs impliqués dans sa régulation dans une approche multidimensionnelle, étroitement reliée aux enjeux sociaux et politiques de l'histoire générale. En discutant différents cas d'étude européens – les propositions consacrées à la France et à l'Italie seront particulièrement appréciées, ainsi que celles qui développent une perspective comparative et/ou transnationale – il envisage de saisir les controverses politiques autour du coût du travail dans le contexte des débats sur la « crise de l'État-providence », notion devenue courante dans les années 1970 pour expliquer le déséquilibre entre l'augmentation des dépenses et la nécessité de réaliser des économies budgétaires, mais aussi la nécessité de réorienter les systèmes de protection sociale dans leur ensemble face à la montée en importance de nouveaux risques.

Axes problématiques

Il serait suggéré aux intervenants d'articuler leur réflexion autour d'un ou plusieurs axes problématiques suivants :

1. Les **savoirs experts** sur la notion de coût de travail : comment ce concept est né et à quels besoins sociaux, autant que théoriques, répond-il ? Comment et pourquoi certaines thèses s'imposent au cours du temps et deviennent consensuelles ? Quel est le rôle respectif des économistes, des actuaires, des juristes, des sociologues et des démographes ? Quelles sont les conditions, historiquement situées, de production, de diffusion et d'utilisation des statistiques autour du coût du travail ? Quels sont les modes d'articulation de la réflexion savante à la sphère politique, administrative et du monde économique et social ? Le débat général sur le coût du travail était très genré, comme l'a montré la mobilisation de longue durée sur l'égalité de rémunération : comment les différents acteurs ont-ils conceptualisé le "salaire familial" et dans quelle mesure la discussion sur le salaire familial a-t-elle évolué au fil du temps ? Quel a été le rôle de la pensée féministe dans la déconstruction du salaire familial et dans le dévoilement de l'aspect genré des politiques relatives au coût du travail ?
2. Les **acteurs sociaux** qui participent à la détermination du coût du travail. Comment a historiquement évolué le rôle de l'État et des partenaires sociaux (syndicats, organisation des employeurs) ? Comment et par quels arbitrages ont-ils contribué à réguler et fixer le coût du travail ?
3. La **construction de politiques publiques** concernant le coût du travail. Quelle importance ont-elles eu dans les débats sur la « crise de l'État-providence » ? Comment les mesures impactant sur coût du travail s'articulent avec les réformes de la protection sociale, de la fiscalité, des politiques de l'emploi ? Comment étaient-elles censées répondre à des changements socio-culturels, à la montée du chômage, à l'entrée des femmes sur le marché du travail, aux transformations des structures démographiques, aux défis posés par les temps longs de la désindustrialisation ?
4. Les liens avec la **fiscalité**. Dans de nombreux pays d'Europe continentale, les recettes des cotisations de sécurité sociale sont égales aux recettes de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la consommation, constituant ainsi un troisième pilier des recettes de l'État. À cela s'ajoute l'introduction du double impôt sur le revenu depuis les années 1990, qui prévoit une imposition différente des revenus du travail (personnels et progressifs) et des revenus du capital (réels et proportionnels). Quelles sont les conséquences politiques, économiques et sociales d'une charge fiscale élevée sur les revenus du travail ? Comment historiciser le débat sur le coin fiscal ? Quel a été le rôle de la notion de coût du travail dans le processus de construction et intégration

- européenne ?
5. Les **conséquences** des politiques intervenant sur le coût du travail sur le niveau des salaires, le fonctionnement et la segmentation du marché du travail, le temps de travail, l'immigration, le chômage, l'inflation, les inégalités, la productivité, les choix de politique industrielle, l'investissement technologique et le financement de la protection sociale.

Modalités de candidature et organisation

Pour soumettre une proposition, merci d'envoyer un résumé de la communication envisagée (entre 100 et 500 mots) ainsi qu'un court CV d'ici au 21 juillet à costo.lavoro.vinci2023@sns.it. Les propositions seront examinées et sélectionnées par le comité scientifique. Des fonds sont disponibles pour prendre en charge les frais de déplacement et d'hébergement. Merci de signaler lors de votre candidature d'où vous arriverez.

Organisation: Giacomo Canepa (Centre d'histoire de Sciences Po (Sciences Po, CHSP), Scuola Normale superiore, Université Franco-italienne)

Comité scientifique: Eloisa Betti (Università di Padova), Paolo Bozzi (Humboldt Universität), Giacomo Canepa (Centre d'histoire de Sciences Po (Sciences Po, CHSP), Scuola Normale superiore, Université Franco-italienne), Federico Del Giudice (Scuola Normale superiore), Giacomo Gabbuti (Scuola superiore Sant'Anna), Bruno Settis (Università di Bologna, Université Franco-italienne).

Langues de travail : Anglais et Français. Il est demandé de préparer des slides en anglais pour chaque communication.



The cost of labour in historical perspective. Social protection, taxation and labour market(s)

Le coût du travail en perspective historique. Protection sociale, fiscalité et marché(s) du travail

Il costo del lavoro in prospettiva storica. Protezione sociale, fiscalità e mercat(i) del lavoro

Scuola Normale superiore, Pisa, November 2023, 2-3

The second globalisation has raised the issue of the cost of labour as a key variable in the competitiveness of economies. Confronted with the extension of value chains and the emergence of new global players in Asia, European governments have chosen to deregulate labour markets, contain wage growth, and lower the cost of labour. More recently, the resurgence of inflation has brought back to the fore the 1970s debates on the Phillips curve and the effects of the labour market on price increases. The emergence of the centrality of labour costs points to the need to examine them as a long-term historical object to understand economic and social policy choices throughout the twentieth century. Wages cannot be reduced to a variable for adjusting supply and demand on the labour market: they are also an instrument for selecting and training the workforce, and a subject of negotiation - and, possibly, contention - between employees and employers, often regulated and supervised by the State. Furthermore, during the twentieth century, wage setting became a matter of social policy. The development of social protection and the construction of social rights and required the introduction of social contributions on both employers and employees, as well as steeply progressive taxes on earned income. The cost of labour, understood as both wages and indirect costs (taxes, social contributions, non-monetary benefits), is a fundamental element of public policy in the second half of the twentieth century.: Not only does it affect the production process and the distribution of income but it also has an impact on export competitiveness, on the attraction of foreign investment, and on the creation and consolidation of domestic markets.

Conceived as a first step in the preparation of a journal issue or a collective work, this workshop proposes a historical reflection on labour cost by combining economic history, the history of the welfare state, and the history of labour. The aim is to contribute to the understanding of issues related to the cost of labour through the study of their scholarly, political, and media treatment, approached in their historical depth, taking into account the political, social, and territorial diversities of European countries. This workshop takes as its object the different modes of action on the cost of labour and the different actors involved in its regulation in a multidimensional approach, closely linked to wider social and political stakes. By discussing different European case studies - proposals devoted to France and Italy will be particularly appreciated, as well as those that develop a comparative and/or transnational perspective - it

aims to grasp the political controversies around the cost of labour in the context of the debates on the “crisis of the welfare state”, a notion that became commonplace in the 1970s to explain the imbalance between the increase in expenditure and the need for budgetary savings, but also the need to reorient social protection systems as a whole in response to the rise in importance of new risks.

Participants could consider one or more of the following issues:

1. **Expert knowledge** on the notion of cost of labour: how did it emerge and what social as well as theoretical needs did it address? How and why do certain narratives become established over time and reach a broad consensus? What is the role of economists, accountants, lawyers, sociologists and demographers? What are the conditions, historically situated, of production, dissemination and use of statistics on the cost of labour? What are the modes of articulation of scholarly reflection with the political and administrative sphere and the economic and social world? The overall debate related to the cost of labour was highly gendered as emerged in the long-lasting mobilization on equal pay: how did different actors conceptualize “family wage” and to what extent did the discussion on family wage change over time? What was the role of feminist thinking in deconstructing family wage and unveiling the gendered side of the policies addressing the cost of labour?
2. The **social actors** involved in setting labour costs. How has the role of the State and the social partners (trade unions, employers' organisations) evolved historically? How have State and nonactors managed to regulate and set the cost of labour?
3. The emergence of **public policies** on the cost of labour. What importance have they had in the debates on the so-called “crisis of the welfare state”? How do measures affecting labour costs fit in with reforms of social protection, taxation, and employment policies? How were they supposed to respond to socio-cultural changes, rising unemployment, the entry of women into the labour market, changing demographic structures, and the challenges posed by the long-term effects of de-industrialisation?
4. Links with **taxation**. In many continental European countries, revenues from social security contributions match or even exceed revenues from income and consumption taxes, thus constituting a third pillar of governments' revenues. In addition, since the 1990s, double income taxes have been introduced in several European countries, which implement different taxation of labour income (personal and progressive) and capital income (real and proportional). What are the political, economic and social consequences of a high tax burden on labour income? How can the tax wedge debate be historicised? What has been the role of the cost of labour in the process of European construction and integration?
5. The **consequences** of policies addressing the cost of labour on the level of wages, the functioning and segmentation of the labour market, working times, immigration, unemployment, inflation, inequalities, productivity, industrial policy, technological investment and the financing of the welfare state.

How to apply

To submit a proposal, please send an abstract of the proposed paper (between 100 and 500 words) and a short CV by 21 July to costo.lavoro.vinci2023@sns.it. Proposals will be reviewed and selected by the scientific committee.

Conference funds are available to support your accommodation and travel expenses. Please indicate when applying where you are coming from.

Organisation: Giacomo Canepa (Scuola Normale superiore, Sciences Po Center for History (Sciences Po, CHSP), Université Franco-italienne)

Scientific committee: Eloisa Betti (Università di Padova), Paolo Bozzi (Humboldt Universität), Giacomo Canepa (Sciences Po Center for History (Sciences Po, CHSP), Scuola Normale superiore, Université Franco-italienne), Federico Del Giudice (Scuola Normale superiore),

Giacomo Gabbuti (Scuola superiore Sant'Anna), Bruno Settim (Università di Bologna, Université Franco-italienne).

Working languages : English and French. Slides must be in English.